



**REVUE DE PRESSE**  
**SUD OUEST ET CHARENTE LIBRE**  
**DU 24 NOVEMBRE 2015**

# Embellie pour l'exécutif

**SONDAGE** Une grande majorité des Français trouvent que François Hollande « a été à la hauteur des événements ». Il gagne 10 points

**BRUNO DIVE**  
RÉDACTION PARISIENNE

C'est assez cynique de le dire comme ça, mais les attentats profitent politiquement au président de la République et, dans une moindre mesure, au Premier ministre. Le scénario de janvier se reproduit en novembre. Au plus bas dans les sondages en ce milieu d'automne comme il l'était à la fin de l'automne précédent, François Hollande regagne d'un coup 10 points de popularité d'après ce sondage Odoxa réalisé pour la PQR, France Inter et « L'Express » jeudi et vendredi derniers. Près d'un tiers des Français (32%) le considèrent de nouveau comme « un bon président de la République ». Ils étaient 31% en janvier. Mais ils sont toujours plus des deux tiers (67%) à exprimer le jugement inverse.

**« À la hauteur »**

À y regarder de plus près, c'est moins l'unité nationale que sa façon de faire face aux événements qui fait remonter la cote de François Hollande. C'est en effet chez les sympathisants de gauche qu'il regagne du terrain : 15 points de plus, 70% de satisfaits. Le rejet reste en revanche massif à droite (92% de mécontents), même si le chef de l'État y grappille 4 points.

Pourtant, 60% des sympathisants de droite considèrent que le président « a été à la hauteur des évé-

nements » (91% à gauche). Ils sont à peu près autant à porter le même jugement sur Nicolas Sarkozy ou Alain Juppé. Cette contradiction apparente s'explique tout simplement par le fait que, pour 63% des sympathisants de droite, « la solidarité avec les victimes n'empêche pas de se montrer critique à l'égard de la politique du gouvernement en matière de lutte contre le terrorisme ».

**« Bruno Le Maire (+ 7 points) et François Fillon (+ 6) grimpent chez les sympathisants de droite »**

Moins en pointe dans cette séquence très « présidentielle » de l'après-13 novembre, Manuel Valls bénéficie lui aussi d'un petit regain de popularité (+7 points). Mais, s'il reste plus populaire que le président (43% d'opinions positives), il n'enraye pas vraiment la chute qu'il a subie au cours de cette année et ne retrouve pas sa cote de janvier, qui était encore positive (53% des Français le considéraient alors comme « un bon Premier ministre »).

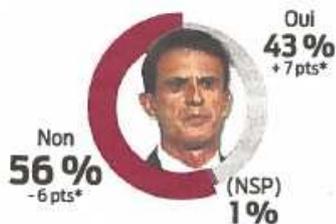
C'est surtout parce qu'il apparaît moins consensuel qu'auparavant auprès de l'électorat de droite (trois quarts d'opinions négatives), tan-

## Baromètre politique novembre 2015

Diriez-vous que François Hollande est un bon président de la République ?



Diriez-vous que Manuel Valls est un bon Premier ministre ?



Sondage réalisé par Odoxa pour « L'Express », la presse régionale et France Inter. Enquête réalisée auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus interrogé par Internet les 19 et 20 novembre 2015.

Pour chacune des personnalités politiques suivantes, dites-nous si vous la soutenez, si vous éprouvez de la sympathie pour elle, si vous ressentez de l'indifférence à son égard ou si vous la rejetez.

■ Vous la soutenez ■ Vous éprouvez de la sympathie pour elle

Personnalité	Soutien	Sympathie	Adhésion	Évolution*
Alain Juppé	13%	33%	46%	+7
Emmanuel Macron	10%	26%	36%	+7
Bernard Cazeneuve	10%	22%	32%	+12
François Fillon	6%	25%	31%	+6
François Bayrou	5%	26%	31%	+1
Marine Le Pen	16%	11%	27%	+2
Nicolas Sarkozy	11%	16%	27%	+1
Jean-Yves Le Drian	8%	19%	27%	+6
Najat Vallaud-Belkacem	7%	20%	27%	+5
Ségolène Royal	5%	22%	27%	=
Marion Maréchal-Le Pen	10%	14%	24%	+2
Laurent Fabius	6%	18%	24%	+1
Jean-Luc Mélenchon	5%	18%	23%	+1
Valérie Pécresse	4%	13%	17%	+1
Cécile Duflot	3%	11%	12%	+1

\*Par rapport à octobre 2015

Infographie

dis qu'il progresse fortement auprès des sympathisants de gauche : 11 points de gagnés en un mois. Comme quoi les mesures sécuritaires annoncées lundi par François Hollande au Congrès n'empêchent ni un regain de popularité à gauche, ni une hostilité persistante à droite...

**Cazeneuve en flèche**

Seul Bernard Cazeneuve, dont la cote bondit de 12 points, semble échapper à ce clivage politique dont l'exécutif ne parvient pas à se défaire. Si le ministre de l'Intérieur

voit sa popularité progresser de 16 points à gauche, celle-ci grimpe aussi de 9 points à droite.

Pour le reste, ce sont surtout des personnalités consensuelles qui gagnent du terrain. Alain Juppé reste l'homme politique le plus populaire (46% de sympathie), avec une hausse de 7 points. Cette progression est surtout imputable à l'électorat de gauche, au sein duquel il progresse de 5 points. Emmanuel Macron gagne lui aussi 7 points, mais c'est surtout aux sympathisants de gauche (+5 points) qu'il doit cette progression ! Comme

quoi les récentes déclarations du ministre de l'économie sont approuvées dans cet électorat, n'en déplaise aux tenants de la gauche radicale.

À noter encore : une remontée de Bruno Le Maire (+7) et de François Fillon (+6) chez les sympathisants de la droite, auprès desquels les dames Le Pen sont les seules à reculer (-6 points pour Marion Maréchal-Le Pen), même si Marine Le Pen reste chez eux la personnalité politique la plus appréciée après Nicolas Sarkozy et juste devant Alain Juppé.



## La position du pape sur le climat décryptée

Le diocèse d'Angoulême organise une conférence sur « l'encyclique du pape François dans l'actualité du sommet sur le climat », animée par sœur Marie-Laure Denes, responsable du service Famille et société de la Conférence des évêques, jeudi au Castel à Châteaubernard. Entrée libre. PHOTO ALBERTO PIZZOLI

# RCF 16 ouvre le débat

RADIO ASSOCIATIVE RCF Charente organise des portes ouvertes demain, au siège de la radio à Angoulême. Elle y défend son ancrage humain et local de radio généraliste

HÉLÈNE RIETSCH

h.rietsch@sudouest.fr

Elles ne sont plus que deux radios associatives en Charente, sur 17 en Poitou-Charentes. RCF (Radio chrétienne francophone) Charente, née en juillet 1992, ex-Radio Accords, est l'une d'elles (1). Elle compte parmi les 63 antennes françaises et belges de RCF, réseau à vocation locale, nationale et internationale, constitué en Charente autour de sept salariés, dont deux journalistes, et d'une soixantaine de bénévoles.

Mercredi 25 novembre, elle organisera des portes ouvertes, de 10 heures à 17 heures, au siège de la radio, à Angoulême (226, rue de Bordeaux), ponctuées de rencontres avec les salariés et bénévoles, et tournées vers l'avenir.

## Besoin de bénévoles

« On parlera de notre nouveau nom, de nos émissions nouvelles et anciennes et de deux événements capitaux pour nous », explique Jean-Michel Lamazerolles, directeur de la radio. À savoir, l'arrivée du nouvel évêque et de la grande région. « Nous sommes une radio en interface avec l'église, mais surtout une radio généraliste de proximité », insiste Jean-Michel Lamazerolles. « Une radio qui privilégie les acteurs de la vie locale au-delà de ceux qui ont toujours la



Jean-Michel Lamazerolles, Jean-Louis Charrier, directeur et président, avec les journalistes de RCF 16. PHOTO MICHEL AMAT

parole », appuie en écho Jean-Louis Charrier, président.

La future Région interroge particulièrement RCF Charente qui fait partie de la Fédération des radios associatives non commerciales de Charente et Poitou-Charentes.

« On va passer de 17 radios à 83, soit 252 salariés dont 54 journalistes pour 9 millions de budget », détaille Jean-Louis Charrier. Avec ce

particularisme picto-charentais, ici la Région soutient les 17 radios associatives (6 000 € en fonctionnement et 10 000 € en investissement pour RCF 16) ce qui n'est pas le cas du Limousin et de l'Aquitaine. Qu'en sera-t-il demain ? « Nous avons un engagement de l'actuel Poitou-Charentes qui court sur trois ans. Ce soutien nous a permis notamment de garder nos antennes (six au total) », apprécient

les responsables de la radio. Comme toutes les radios associatives, RCF a construit un modèle économique autour du don, 25 % de son budget annuel de 220 000 € abondé à 20 % par le diocèse, 25 % par l'État (fonds de soutien à l'expression radiophonique), 6 % les collectivités et 22 % la publicité.

## Appel aux dons

« C'est à la fois une fragilité et une force, grâce au lien qui nous lie aux auditeurs », note Jean-Louis Charrier. Il en profite pour lancer un appel aux bénévoles. « Venez comme vous êtes. On a besoin de relais sur le territoire, aussi bien dans la production d'émissions que pour participer à la vie et l'administration de la radio », interpelle le directeur.

C'est aussi du 23 au 29 novembre que le réseau RCF France lance son traditionnel appel au don, déductible des impôts à hauteur de 66 % via le numéro 0 810 333 777 ou sur rcf.fr. On peut y spécifier l'antenne que l'on souhaite soutenir.

Dans la foulée, RCF organise un concert d'orgues et trompes de chasse à la cathédrale, dimanche 22 novembre (avec Frédéric Ledroit et le rallye Saint-Hubert du pays du Cognac) et un loto radiophonique, jeudi 26 novembre, à la maison diocésaine, à partir de 20 heures.

(1) Avec Radio Attitude.

# La renaissance de la vieille maison de cognac Augier

NÉGOCE On la croyait moribonde et oubliée. L'antique et minuscule société Augier, créée en 1643, trouve une nouvelle jeunesse dans le giron du groupe Pernod-Ricard

OLIVIER SARAZIN

o.sarazin@sudouest.fr

On la pensait morte ou abandonnée, hypothéquée lors d'une partie de Monopoly entre les géants des vins et spiritueux. Elle dormait. L'antique et minuscule maison Augier se réveille aujourd'hui dans les bras du groupe Pernod-Ricard. Créée en 1643, la plus vieille marque de cognac (et peut-être la plus ancienne marque d'alcool au monde) retrouve force et vigueur !

Nouvelle équipe, nouvelle stratégie, nouvelle gamme : une collection de trois cognacs aux caractères francs et affirmés (lire ci-contre) arrive sur le marché français, à Londres et à New York.

## Fondée sous Mazarin !

On ne peut évoquer la renaissance d'Augier sans ouvrir une page d'histoire (1). La maison est créée par Philippe Augier (1615-1667) et son frère Daniel, à une époque où le cognac

ne s'appelle pas encore cognac. La Saintonge, l'Aunis et l'Angoumois produisent alors du vin brûlé, ce « brandevijn » ou « brandwine » dont raffolent les Hollandais. À cette époque trouble où Anne d'Autriche a confié les affaires du royaume au cardinal Mazarin, la famille Augier - protestante et bourgeoise - s'installe rue Saulnier à Cognac, où elle aménage deux hôtels particuliers (Brunet du Boccage et Perrin de Boussac). Les affaires sont prospères. Au XVIII<sup>e</sup>, les Augier exploitent aussi une faïence. Ce sont de puissants négociants liés à d'autres grandes familles locales (les Brunet, Lallemand et Martell). Ce n'est qu'au XIX<sup>e</sup> que la maison décline, doublée par Otard, Martell et bientôt Hennessy. Au XX<sup>e</sup>, Augier s'endort.

En 1968, le consortium canadien Seagram en fait l'acquisition auprès de Jacques Burignot de Varenne. Sam Bronfman, fondateur et patron de Seagram, veut faire d'Augier une marque aussi réputée que le whis-

ky Chivas Regal. Il n'en a pas le temps ; il décède en 1971. Seagram ne s'intéressera au cognac que bien plus tard, en 1988, en rachetant Martell, mais c'est une autre histoire... Au début des années 2000 - avec la fin de Seagram et sa reconversion dans l'industrie du cinéma - Augier tombe dans l'escarcelle de Pernod-Ricard, un peu par hasard, comme les petites marques Robin et Briand. Mais le groupe français a d'autres priorités. Il faut alors relancer Martell. Augier peut somnoler.

## Un marché de niche

En 2013, Pernod-Ricard découvre tout le potentiel du nom Augier. C'est décidé, la plus vieille maison de cognac doit revivre et occuper un marché de niche : celui des amateurs d'alcools authentiques et singuliers, ces buveurs de pur mal et de whiskies des îles d'Écosse. Pernod-Ricard profite du rachat de la distillerie du Maine-au-Bois, près d'Archiac (17), pour réunir une petite équipe



La nouvelle gamme. DR

dédiée à Augier. Dirigée par Olivier Gardais et Benjamin Audon, elle a travaillé deux ans. Dans l'ombre. Elle présente aujourd'hui sa nouvelle gamme.

(1) Les éléments historiques ont été puisés dans les archives du centre de documentation de « Sud Ouest », les pages du « Dictionnaire biographique des Charentais » (Ed. Croit vif) et celles du « Monde du cognac » de Gilbert Delos (Ed. Hatier).



Olivier Gardais, directeur Industriel : « Nous avons un héritage à préserver ». PHOTO OLIVIER SARAZIN



Au temps de la réclame. DR

# L'Avant-Scène se met à l'avant-garde sur le net

**CULTURE** Le théâtre municipal se dote d'un nouveau site Internet qui fait la part belle à l'échange entre le public et les artistes

**JONATHAN GUÉRIN**  
cognac@sudouest.fr

**D**u bleu tirant sur le mauve accompagné d'un orange énergique. Voici le code couleur du nouveau site de l'Avant-Scène, le théâtre municipal de Cognac. « Depuis septembre, tout était un peu en sommeil, et chaque événement avait son propre site », explique Audrey Amarguella, la responsable de communication. « Maintenant, on passe au responsive design. »

Derrière cet anglicisme, un phénomène qui s'impose sur Internet, qui consiste à construire un site de telle sorte qu'il soit accessible depuis n'importe quelle machine. « Les pages s'adaptent aux instruments, s'enthousiasme l'équipe. On s'adapte aussi aux différents publics et à ses habitudes. » Ainsi, le contenu de [www.avantscene.com](http://www.avantscene.com) pourra être lu depuis un ordinateur fixe, un smartphone ou une tablette.

## Construire une communauté

C'est l'agence Hippocampe Studio, à Poitiers, qui a été chargée de ce changement, pour un prix très honnête, assure la direction du théâtre. Le logo lui-même a été modifié. Ce n'est pas un simple dépoussiérage. « On est plus dans une plateforme que sur un site », assure



Audrey Amarguella et Stéphane Jouan présentent la nouvelle mouture du site, déjà accessible. PHOTO J. G.

Stéphane Jouan, le directeur. Ainsi, la page relative à un événement contient les horaires, mais aussi des liens qui viennent enrichir le tout.

Autre nouveauté, la création prochaine d'un fab lab, comprenez un lieu ouvert au public pour travailler ensemble. « L'Avant-Scène Lab permettra de donner un statut de coopérateur aux artistes et au public, détaille Stéphane Jouan. Il faut faire en sorte que les gens ne soient pas seulement consommateurs, mais aussi acteurs. » Une grande ambition qui permettra « d'aller chercher des ressources ». Mais cela ne

tournerait-il pas au gadget ? « Je ne crois pas. Ça peut paraître particulier d'ouvrir cet espace-là dans un théâtre, mais ce n'est pas un effet de mode, plutôt une nécessité. »

Malgré cette avalanche de nouveautés, l'équipe n'a pas souhaité s'engager sur la voie de la réservation en ligne. « Il n'y a pas vraiment de public pour cela », note Audrey Amarguella.

Il ne reste donc plus qu'à cliquer pour tester cette nouvelle version de l'Avant-Scène en ligne, qui s'étoffera au fur et à mesure de la programmation.

# L'encyclique du pape au cœur des débats jeudi

À J-3 de la conférence des Nations-Unies sur les changements climatiques, le diocèse d'Angoulême propose sa conférence annuelle intitulée « Laudato Si' », et ensuite ? L'encyclique du pape François dans l'actualité du sommet sur le climat ».

D'abord organisée à l'espace culturel Le Castel de Châteaubernard ce jeudi dès 20 h 30, la rencontre sera aussi proposée à l'amphithéâtre Jean-Monnet du centre universitaire de La Couronne vendredi prochain à 20 h 30 (entrée libre).

## Le principe de solidarité

Si l'encyclique « Laudato Si' » a eu un tel retentissement dans la société civile, le charisme du pape François n'y est pas étranger. Il est très doué dans sa façon de s'adresser à tous sans culpabiliser... sans concession et sans détour », reconnaît le père Baudoin de Beauvais du doyenné de Cognac. Sur le sujet, la lettre envoyée par le pape aux évêques est novatrice pour l'Église, le prêtre y voit une parenté avec l'encyclique de Jean XXIII « Paix sur la terre » publiée en 1963. En pleine guerre froide, le texte avait été reçu dans le monde entier. Le titre « Laudato, si' » (« Loué



Sœur Marie-Laure Denes présentera l'encyclique « Laudato, si' » au public.

PHOTO DR

sois-tu ») est tiré d'un cantique de saint François-d'Assise, une ode à la création. Le pape François prône une « écologie intégrale » qui place le comportement humain au cœur des enjeux environnementaux. « Il y a un message adressé aux chefs d'États qui vont bientôt se réunir, ajoute le père Baudoin : « le principe de solidarité entre tous, l'engagement pour le bien commun, le partage en faveur des pauvres, le principe de

## LES INTERVENANTS

Sœur Marie-Laure Denes, responsable du service Famille et Société de la conférence des évêques de France, présentera l'encyclique, ses enjeux (une demi-heure). S'ensuivra une table ronde qui réunira élus et acteurs de la vie associative. Se joindront ainsi à Marie-Laure Denes, deux élus cognaçais Jean-François Hérouard, adjoint au maire chargé de l'aménagement durable, de l'Agenda 21, de l'environnement et des espaces boisés classés, mais aussi Émilie Richaud, élue d'opposition qui témoignera de son quotidien professionnel au sein du groupe Garandeau sur le traitement des questions environnementales.

Le monde associatif sera représenté par Rémy Marcotte architecte paysager qui développe un réseau de jardins pédagogiques et partagés au sein de son association Les Jardins respectueux et Geneviève Bernard, fondatrice de Biocop Pays de Cognac et figure de la vie associative de Cognac.

subsidiarité (chacun à son niveau doit prendre ses responsabilités)»  
**Sandra Ballan**

## La semaine de la sécurité du patient

**SANTÉ** Comme l'an passé, le Centre hospitalier intercommunal du Pays de Cognac s'associe à l'opération annuelle de sensibilisation auprès des professionnels de santé et des usagers sur le thème de la sécurité des patients.

Ainsi, jusqu'à jeudi, le hall de l'hôpital accueillera divers ateliers sur le thème « Améliorer la communication entre soignés et soignants ».

## La BA 709 était à l'honneur

**RÉCOMPENSE** Le Conseil de la fonction militaire (un organe de concertation) s'est réuni la semaine dernière à la base aérienne de Paban (17), au sein de l'École d'enseignement technique de l'armée de l'air. Une cérémonie a eu lieu pour accueillir le nouveau chef, le général d'armée aérienne André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

À cette occasion, le colonel Étienne Faury, commandant la base aérienne 709 de Cognac Châteaubernard, a été fait officier de l'ordre national du Mérite. Il dirige la structure depuis septembre 2014.

## Tous au Gaspi'soupe

Une Gaspi soupe est organisée sous les halles de Cognac, vendredi prochain. Tous les habitants sont conviés à éplucher les légumes et à préparer la soupe avec l'ASTNC et le Cep'Âgé à partir de 8 h 30. Une dégustation sera offerte à 11 h 30. Cette animation est en collaboration avec l'association des Halles, la Ville de Cognac, Pays Ouest-Charente. Calitem offrira des sacs en toile de jute.

■ Alors que le choc des attentats du 13 novembre résonne dans toute la France, la campagne des régionales reprend son cours ■ Dans un contexte lourd et clivé ■ Le premier tour est dans 12 jours.



Fin de la trêve dans la campagne des régionales. Les candidats ont repris le chemin des meetings et des marchés, à l'instar de Virginie Calmels ici à Bordeaux. Photo AFP

Chiffre

6

décembre. Le premier tour aura lieu dimanche 6 décembre, dans les bureaux de vote habituels. Le second se déroulera le dimanche suivant, 13 décembre.



Françoise Coutant: «Ce n'est pas facile. Les gens sont encore sur l'émotion et ont peur.» Photo archives Majid Bouzzit

# Régionales: le difficile retour au terrain de la campagne

Ismaël KARROUM  
i.karroum@charentelibre.fr

Une trêve forcée dont tout le monde se serait passé. Un retour à la vie - politique - petit à petit. Malgré la stupeur, le deuil, le recueillement. Mais une campagne à mener, alors que tout ce qui semblait important hier apparaît aujourd'hui dérisoire. A 12 jours du premier tour des régionales, les candidats ont repris le chemin des marchés, des entreprises, des réunions publiques et des débats.

«Nous avons repris notre campagne mercredi, après les trois jours de deuil national», explique Françoise Coutant. «Ce n'était pas vraiment facile. Mais tout le monde dit qu'il faut rester debout et déterminé. Être debout, c'est faire vivre la démocratie, la démocratie locale et donc, en ce moment, les régionales.» La tête de liste régionale EELV le concède: «Ce n'est pas facile. Les gens sont encore sur l'émotion et ont peur.» Le bruit médiatique ne résonne encore que des attentats, celui des discussions de café sur

Daech, le terrorisme, la guerre. Pas simple, dans ce contexte, de parler région, transports, formation professionnelle, soutien à l'innovation et à l'économie, lycées, infrastructures, haut-débit, transports scolaires et réforme territoriale.

Des campagnes réorientées

Après avoir respecté «intégralement et sans commentaire» les trois jours de deuil national, Virginie Calmels, tête de liste LR, a repris le chemin de la campagne mercredi dernier. «Progressivement il y avait du monde, mais la question de la sécurité n'a été abordée qu'en dernier.» Au PS, Jean-François Dauré a demandé à ses troupes de «cesser tout tractage et toute manifestation ostentatoire». Il dit: «Les gens n'ont pas la tête à se faire alpaguer sur un marché par quelqu'un en campagne. Moi le premier, je trouverais ça déplacé.» A gauche, la campagne a été revue de A à Z. D'autant plus qu'Alain Rousset a été très marqué par les attentats: il connaissait personnellement l'une des victimes. Autre changement: le grand meeting prévu demain soir à Poitiers a été redimensionné. Manuel Valls était annoncé. Au regard des événements, sa venue a été annulée.

En Charente, Jean-François Dauré trace la feuille de route: «Rencontres plus intimistes, échanges avec les gens sur le terrain, dans les entreprises.» Et une consigne: «Débattre, oui. Marquer nos différences, oui. Mais pas question de critiquer pour critiquer, de se contenter de reprendre des slogans nationaux.» Quand bien même les thèmes qui retiennent l'attention sont nationaux: sécurité, justice, police, immigration, laïcité. Et souveraineté, aussi, fermeture des frontières, des thèmes portés par Debout La France et Dominique de Lorgeril qui estime: «C'est triste qu'il faille une telle tragédie pour prendre les décisions que Nicolas Dupont-Aignan prône depuis longtemps.» Pas de quoi faire dévier Virginie Calmels de son cap: «Sur mon programme, je ne change rien. J'aborderai déjà la sécurité dans les trains, les gares et les lycées. Je maintiens.» Christophe Mauvillain (FG), qui laboure le terrain depuis trois mois, décrit: «Tout s'est figé. On avait le sentiment de bien faire passer nos propositions sur la structuration du territoire et les services publics. Là, c'est plus compliqué.»

«Des propos qui donnent envie de pleurer»

Françoise Coutant élargit la focale: «C'est aussi à nous, politiques, de proposer de s'interroger sur l'état de notre société aujourd'hui, le désespoir d'une partie de la jeunesse.

En 1981, à l'époque de la Bande à Baader, Daniel Balavoine interpelait Mitterrand sur le désespoir de la jeunesse. Qu'y a-t-il eu depuis? Dans ce climat amogène, la candidate EELV parle espoir, transition énergétique, parole cite yenne, vivre ensemble. «Sans naïveté.» Mais elle concède: «J'entends parfois des propos d'une telle violence que j'ai juste envie de pleurer.» Constat partagé par Christophe Mauvillain. «C'est vraiment clivé. Dès les attentats, je connaissais le scénario du film: terroristes, musulmans, immigrés, assistés. Ça n'a pas loupé.» En plus violent. Il cite des mots durs, des discours racistes totalement assumés. «On a des discussions parfois difficiles. J'ai même été interpellé sur le marché à Ruffec, par quelqu'un qui était sur le mode du "tous dehors"». Un ressenti que n'a pas Virginie Calmels: «A Hagetmau et Mont-de-Marsan, où j'étais ce week-end, les gens ne m'ont pas tenu ce genre de discours. Pas du tout. Même sur les marchés. A part une personne, mais ça ne fait pas une généralité.» Face à ce constat, à ces tensions, une question: les électeurs se tourneront-ils encore plus massivement vers le Front National? En Paca et Nord-Pas-de-Calais, les sondages n'ont jamais placé aussi haut le FN que ces derniers jours. Plus de 40% là-bas. En Aquitaine-Poitou-Charentes, le parti de Marine Le Pen, historiquement moins implanté, part de plus bas. Le vote sera levé le 6 décembre au soir.

## Les grandes dates de la fin de campagne

Demain, c'est le PS qui tiendra un meeting régional, à Poitiers, en présence d'Alain Rousset et Alain Clayes. Initialement à l'affiche du rassemblement, Manuel Valls s'est évidemment décommandé. Samedi, à 18h au palais des congrès de Bordeaux-Lac, c'est Virginie Calmels qui organise l'un des derniers grands rassemblements avant le premier tour. A partir de 18h, elle convie tous ses soutiens pour un meeting: à la tribune, on retrouvera les anciens Premiers ministres Alain Juppé et Jean-Pierre Raffarin, les anciens ministres Michèle Alliot-Marie, François Bayrou et Dominique Bussereau. Tous les colistiers seront aussi présents. Le Front de Gauche, qui tiendra des réunions publiques aujourd'hui à

Cognac et jeudi à Ruffec, clôturera sa campagne le 2 décembre par un meeting départemental à l'espace Matisse de Soyaux. EELV prévoit des rassemblements de plus petite envergure. Demain, Françoise Coutant sera sur le terrain charentais, à l'AFPA de Mornac, pour parler formation professionnelle. Le soir, elle animera à Mérignac (33), une conférence sur «Région et Climat». Jeudi, elle accueillera Cécile Duflot à Bergerac. Un meeting régional de fin de campagne est prévu le 3 décembre à Bordeaux. Alors que le meeting de Marine Le Pen prévu le 15 novembre à Poitiers a évidemment été annulé, le FN n'a pas inscrit d'autre rassemblement d'envergure à son agenda.

## Les Français saluent l'attitude de leur classe politique

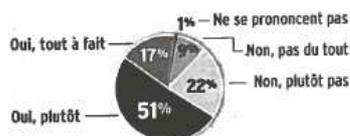
Plus des deux-tiers des Français jugent, pour une fois, que leur classe politique s'est montrée « à la hauteur des événements ». Ce sentiment est partagé de façon à peu près équivalente, à gauche (73%) et à droite (69%). Le jugement des Français n'a donc pas été trop affecté par la tumultueuse séance de mardi dernier, au cours de laquelle huées et injectives ont ponctué les interventions des ministres.

### Dignité de la classe politique après les attentats terroristes

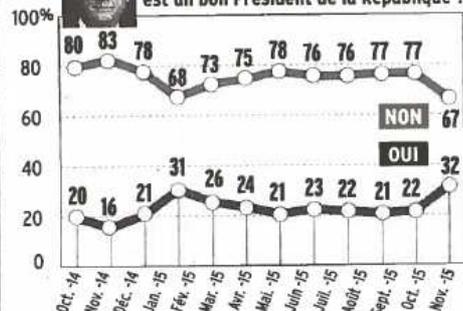
Question :

Après les attentats de la semaine dernière, avez-vous trouvé que la classe politique s'est montrée digne et à la hauteur des événements ?

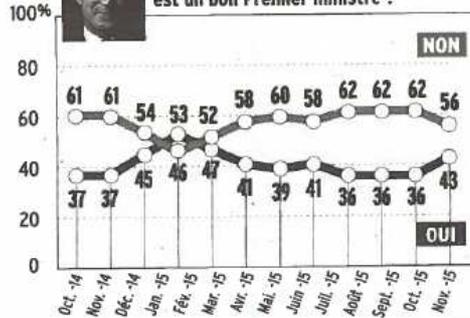
**OUI** 68% **NON** 31%



Diriez-vous que François Hollande est un bon Président de la République ?



Diriez-vous que Manuel Valls est un bon Premier ministre ?



Enquête réalisée par Odoxa pour la Presse quotidienne régionale, l'Express et France Inter auprès d'un échantillon de 1.000 personnes représentatives de la population et âgées de 18 ans ou plus, interrogées par internet les 19 et 20 novembre 2015. PHOTOGRAPHIE CL

## Marratier au procès Xynthia: «J'ai eu des failles»

L'ancien maire de La Faute-sur-Mer a admis hier devant la cour d'appel qu'«il aurait fallu faire mieux» mais a rejeté sa seule responsabilité.

«On ne peut avoir que des regrets», «si j'avais su»: sur la défensive dès le début de son interrogatoire, les traits tirés et semblant tendu sous son costume sombre, René Marratier, ancien maire de La Faute-sur-Mer (Vendée) où 29 personnes ont péri noyées en 2010, a cependant soutenu tout l'après-midi devant la cour d'appel de Poitiers, n'avoir «jamais pu imaginer une telle catastrophe».

Condamné en première instance, le 12 décembre 2014, à quatre ans de prison ferme, il est rejugué au côté de son ex-adjointe à l'urbanisme, Françoise Babin, et du fils de cette dernière, Philippe Babin, pour «homicides involontaires».

«Aujourd'hui, je me rends compte manifestement qu'il aurait fallu faire mieux», «on est obligé de reconnaître qu'on a une part de responsabilité», «j'ai certainement eu des failles, je ne peux que m'en excuser», glisse dans chacune de ses réponses l'ancien maire, certifiant avoir depuis toujours voulu «servir l'intérêt général».

### «Cicatrice humaine»

Résident de La Faute-sur-Mer depuis 40 ans, élu au conseil municipal une première fois en 1983, maire depuis 21 ans quand la tempête Xynthia survient, René Marratier pouvait-il ignorer les risques d'inondation dans cette commune située sur une presqu'île sablonneuse, où les lotissements avaient poussé sur d'anciennes terres agricoles dans une zone qui aurait dû être classée inconstructible ? «On savait pertinemment que le territoire était inondable à 80%», indique l'ancien maire, mais «les digues» étaient là «pour protéger»



Comme lors de son premier procès, René Marratier a soutenu tout l'après-midi d'hier n'avoir «jamais pu imaginer une telle catastrophe». PHOTO AFP

les maisons, notamment dans la cuvette située en contrebas de l'estuaire du Lay, où ont péri noyées la majorité des victimes, dans la nuit du 27 au 28 février 2010. Pourquoi n'avoir pas informé la population de ces risques, fait une réunion, le questionne la présidente de la cour d'appel, Michèle Martinez. «Il n'y en a certainement pas eu assez, mais il y a eu de l'affichage, pas mal de supports», répond le prévenu. Pourquoi avoir délivré des permis de construire qui violaient les règles de sécurité, demande la présidente. «Je faisais confiance aux services instructeurs de l'Etat», rétorque René Marratier.

«On a le sentiment qu'il s'enfonce, au fur et à mesure des réponses, de plus en plus approximatives», a réagi Corinne Lepage, avocate de

l'Avif, l'association des victimes, et d'une centaine de parties civiles, prenant pour exemple le comportement de René Marratier le soir de la tempête. Alors que le département avait été placé pour la première fois en alerte rouge, il n'avait pas pris connaissance des fax envoyés par mail car il n'était «pas fêru d'informatique», justifie-t-il. «KO debout» après une «telle catastrophe», l'ancien maire ajoute: «Il m'arrive de pleurer tout seul chez moi», évoquant une «cicatrice humaine», sous l'œil ahuri et les cris étouffés de près d'une centaine de parties civiles présentes. La cour d'appel doit entendre ce matin Françoise Babin, puis Thierry Lataste, ancien préfet de la Vendée et actuel directeur de cabinet de François Hollande.

■ Depuis 2014, un appartement en centre-ville de Cognac héberge des victimes de violences conjugales ■ Un dispositif géré par l'Aserc et créé grâce aux Soroptimist.

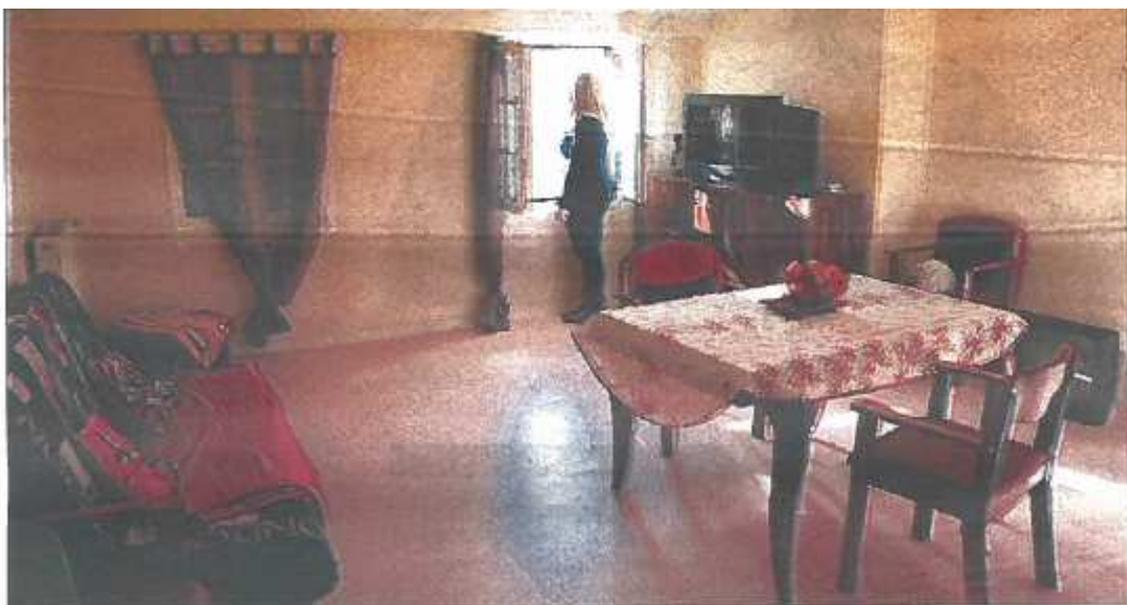
# Le logement de l'espoir pour les femmes battues

Maurice BONTINCK  
m.bontinck@charentelibre.fr

C'est un trois-pièces anonyme dans une résidence du centre-ville. Depuis janvier 2014 et la création du centre d'accueil Suzanne-Noël, cet hébergement d'urgence a été utilisé 620 nuits par des victimes de violences conjugales. En 2015, le taux d'occupation est de 60%, contre 25% pour sa première année d'existence. Des femmes – mais aussi des hommes – ont été « mis à l'abri » grâce à ce dispositif créé à l'initiative du club de femmes Soroptimist (lire ci-dessous) et géré par l'Association socio-éducative de la région de Cognac (Aserc).

## «En danger immédiat»

«Nous prenons en charge des personnes en situation de danger immédiat et qui n'ont absolument aucun recours auprès de leur famille», explique Corinne Charpentier, chargée de l'accueil à l'Aserc. Certaines passent par le numéro vert départemental (1). «Ce type d'appels d'urgence, nous en avons reçu 224 cette année dans le département sur les 436 enregistrés au total, précise Nathalie Huggonenc, chargée de mission aux



Dans ce T3 du centre-ville de Cognac, les victimes de violences conjugales sont mises à l'abri de leur conjoint.

Photo M. - A. B.

droits des femmes pour la Charente. Des situations tellement dangereuses qu'elles mériteraient une intervention policière». La dernière victime à avoir pris possession de l'appartement, début novembre, a quitté le domicile conjugal après avoir reçu un coup de couteau dans la jambe... «Mais ce ne sont pas uniquement des violences physiques, sexuelles ou verbales, précise Corinne Charpentier. Des victimes sont aussi privées de tous leurs droits par

leur conjoint qui s'empare des papiers, de la carte bancaire, etc.». Une dizaine de victimes et enfants de victimes ont été hébergées depuis la création du lieu. Un nombre qui peut paraître faible, mais qui s'explique par la durée de certains séjours. Si l'une d'entre elles est restée trois jours avant de retourner au domicile conjugal – «On ne peut pas intervenir dans le choix de la personne» – les séjours durent souvent plus de trois mois. «Quand elles arrivent ici, les victimes sont généralement au bout du bout, privées de ressources le plus souvent, explique François Doury, le directeur de l'Aserc. Elles doivent se reconstruire pour pouvoir quitter les lieux». Pour l'Aserc, l'autre objectif est d'accompagner la victime jusqu'au dépôt de plainte. Là aussi, cela prend du temps. Mais au final, toutes les victimes ont fini par porter plainte. À condition d'être accompagnées par le personnel du centre.

## «Le même processus»

Le processus est toujours le même dans ces cas de violences conjugales. «C'est une spirale, raconte Corinne Charpentier. Ça commence par des petites phrases à propos du repas qui ne serait pas bon, ou de la robe qui ne lui va pas. On en arrive ensuite au clash verbal, qui provoque un sentiment de culpabilisation chez la victime. Elle se dit "c'est parce qu'il m'aime et que je le déçois qu'il est comme ça". Sitôt après, la période dite de "lune de miel" intervient avec excuses, cadeaux, voyages, etc. La victime redevient alors la reine pour le bourreau. Puis le processus recommence: les disputes deviennent de plus en plus violentes, les "lunes de miel" de plus en plus courtes. Cette spirale, espacée au début, peut ensuite se reproduire plusieurs fois dans la journée... Je n'ai jamais vu un autre processus exister.»

## Les femmes Soroptimist à l'origine de la création du centre Suzanne-Noël

Sans les Soroptimist, le centre Suzanne-Noël n'existerait pas. À l'origine de sa création, le «club des femmes au service des femmes» s'est engagé à reverser chaque année entre 6.000 et 7.000 euros à l'Aserc pour maintenir le dispositif de ce centre qui porte le nom de la fondatrice des Soroptimist (1). Les 14 et 15 novembre derniers, les Soroptimist de Cognac avaient ainsi organisé leur premier salon «Talents de femmes» avec l'objectif de récolter cette somme. Pari atteint non sans difficulté, reconnaît la présidente Pierrette Dubois: «Le salon

s'est tenu dans une ambiance très particulière au lendemain de ces terribles attentats.» Grâce à ses différents partenaires mais aussi aux entrées payantes à 3 euros et à la vente aux enchères qui a rapporté 1.600 euros, les Soroptimist pourront remettre un chèque d'environ 6.000 euros pour continuer à protéger les victimes de violences conjugales.

(1) Le centre d'accueil Suzanne-Noël est situé 42, rue de Seignozac, à Cognac. Ouvert les mardis de 10h à 12h, et les jeudis de 14h à 16h. Les autres partenaires sont l'État et GrandCognac.

(1) 0800 16 79 74. Numéro accessible 24 heures sur 24 et sept jours sur sept.

Une réunion sur les violences conjugales demain à Châteaubernard. À l'occasion de la journée internationale contre les violences faites

aux femmes, le réseau «Violences conjugales Ouest-Charente» organise une réunion demain mercredi au Castej, de 19h30 à 22h. L'entrée est gratuite. L'objectif est de mieux connaître les nombreux dispositifs pour prendre en charge les victimes de violences conjugales.

# Un projet d'école de kinés en Charente

A l'approche des élections régionales, l'association Ardevie, qui gère Les Glamots, et les kinés de Charente relancent l'idée d'une école dans le département. Une nécessité selon eux.

Myriam HASSOUN  
m.hassoun@charentelibre.fr

Ils avaient déjà proposé l'idée au conseil régional en avril 2011 et ils ont réécrit à Jean-François Macaire, président de Région, en mars dernier. Les kinés de Charente et l'association Ardevie, qui gère Les Glamots à Roulet, profitent de cette période électorale pour relancer le projet d'une école dans le département, destinée à former aux professions de la rééducation. «Le constat est alarmant» signale Pierre Maury, directeur des Glamots: «Nous faisons face ici à de réels déserts paramédicaux, à une situation tendue en ce qui concerne les conditions du suivi des patients.»

Un constat appuyé sur une étude de l'Agence régionale de santé (ARS) de Poitou-Charentes. En 2014, avec 93 kinés pour 100.000 habitants, la région se classe au 16<sup>e</sup> rang des régions de France, la moyenne nationale étant de 121 professionnels pour 100.000 habitants. Et parmi les quatre départements picto-charentais, la Charente figure parmi les plus faiblement pourvus, avec seulement 62 kinés pour 100.000 habitants. Elle est aussi le moins attractif: en 10 ans, note l'ARS, sur les 400 masseurs-kinésithérapeutes venus s'installer dans la région, seule une vingtaine a jeté son dévolu sur la Charente.

## Une promotion de 30 élèves

«Il faut aussi prendre en compte la moyenne d'âge élevée des kinés charentais, 25% d'entre eux ont plus de 55 ans: avec les départs à la retraite, le déficit va se creuser», observe Françoise Desvaud, vice-présidente de la Fédération française des masseurs-kinésithérapeutes rééducateurs (FFMKR). Dans ces conditions, en dehors d'une ligne médiane allant d'Angoulême à Cognac, c'est une cartographie de la sous-den-



Pour les kinés charentais et les professionnels de la rééducation, une école dans le département favoriserait l'implantation de nouveaux praticiens.

Photo CL

sité de kinés qui se dessine dans le département.

«Nous prenons les kinés en exemple comme profession emblématique de ce déficit territorial, mais c'est également le cas pour les ergothérapeutes, les psychomotriciens, les orthophonistes, les orthoptistes, les podologues...» énumère Pierre Maury: «Quand on publie une offre d'emploi, on n'a personne en face, aucun candidat. On est obligé de recruter à l'étranger... ce qui est paradoxal quand on sait que de plus en plus de jeunes sont obligés de passer les frontières pour s'inscrire en école de kinés.»

En Poitou-Charentes, seul le CHU de Poitiers propose une formation de kinés et d'ergothérapeutes, avec des places supplémentaires accordées par la Région à la rentrée. Mais pour le collectif, ouvrir une école de kinés en Charente, avec des passerelles permettant aussi de former aux autres professions de la rééducation, favoriserait les installations dans le département: «On sait que les kinés ont tendance à rester dans le bassin de vie de l'institut où ils ont suivi leur formation» remarque Emmanuel Boissaud, président du Conseil de l'Ordre. Le collectif demande à la Région, décisionnaire en la ma-

tière, d'autoriser l'ouverture d'une promotion de 30 élèves. Dans une école à statut privé à but non lucratif, qui serait portée par l'association Ardevie et où enseigneraient des professionnels issus du terrain. Pierre Maury évalue le prix moyen d'une année d'étude (sur les quatre qu'il faut suivre pour devenir kiné) à 5.000 euros. «Notre projet ne coûterait rien à la collectivité, ne ferait au contraire que lui rapporter» plaide le directeur des Glamots. «On n'attend que l'autorisation. Si on avait un oui de la nouvelle grande Région en janvier, on serait prêt à démarrer en septembre 2016.»

»  
Quand on publie une offre d'emploi, on n'a personne en face, aucun candidat. On est obligé de recruter à l'étranger.

# Semaine sécurité des patients: «Un moment d'échanges»

La représentante des usagers de l'hôpital participe activement à la semaine sécurité des patients pour «améliorer la communication».



«Je fais partie de l'hôpital». Solange Tétaud est la représentante des usagers à l'hôpital de Cognac.

Photo F. B.

Frédéric BERG  
fberg@charentelibre.fr

Elle est représentante des usagers du centre hospitalier du pays de Cognac depuis sept ans. Solange Tétaud, bientôt 80 printemps, porte la parole des personnes malades, des familles et des proches, défend leurs intérêts et contribue à définir des besoins, des attentes, des orientations ou évolutions si besoin. Elle siège également dans différentes commissions au sein de l'hôpital.

D'aujourd'hui à jeudi, Solange Tétaud participe à la Semaine sécurité des patients qui propose plusieurs ateliers dans l'hôpital pour «améliorer la communication entre soignés et soignants» (Lire l'encadré).

«Je vais proposer des visites de la pharmacie mercredi», explique la représentante des usagers qui invite les personnes intéressées à s'inscrire (1). «Cette semaine est un moment important qui permet des moments d'échanges entre les usagers, les personnels et aussi les

habitants du secteur», ajoute cette bénévole qui passe au moins deux jours par semaine à l'hôpital, parfois toute la semaine quand les réunions s'enchaînent.

## «Le directeur m'invite systématiquement»

«C'est très important pour moi de participer aux différentes commissions pour me tenir informée. Je reçois aussi les notes de service, je me tiens au courant de la réglementation. Le directeur m'invite systématiquement. Je fais partie de l'hôpital», résume cette ancienne assistante familiale fortement investie dans le milieu associatif depuis plus de quinze ans, notamment pour l'UFC-Que Choisir.

Solange Tétaud assure des permanences les lundi et vendredi après-midi. «J'essaye de mettre de l'huile dans les rouages. Depuis que l'hôpital a déménagé, les réclamations ont diminué, notamment au niveau des urgences.» Deux autres représentants des usagers ont été nommés, mais ils sont aux abonnés absents.

(1) Contact au 06 27 57 68 71  
ou espace-usagers@ch-cognac.fr.

## Trois jours d'ateliers

«Une identité exacte: élément essentiel de la qualité de la prise en charge.» Hall d'entrée.

Les trois jours;

«La continuité des soins». Hall

d'entrée. Les trois jours;

Atelier «La qualité des soins, notre

exigence au quotidien», de 11h à

16h30 (les trois jours), salle des

instances, de 19h30 à 21h

(aujourd'hui et demain);

Atelier «Visite de la pharmacie».

9h et 16h. Demain uniquement.

Inscriptions au 06 27 57 68 71;

Atelier «La conciliation

médicamenteuse» (réservé au

personnel médical et infirmier);

Atelier «Les prescriptions

médicamenteuses: la coordination

ville-hôpital», salle des urgences

de 11h à 16h. Les trois jours.

# Les Castelbaladins dans leurs terres



Belle prestation des comédiens et du metteur en scène.

Photo CL

**A**près leur tournée traditionnelle de l'automne qui les a déjà emmenés de Saint-Même-les-Carrières vers les salles cognaçaises de La Salamandre ou de La Cale, la troupe des Castelbaladins a donné le meilleur d'elle-même au Castel, sur ses terres d'adoption, dans «*Mes hommages, mage*», la pièce de Bernard Cassan. Un spectacle proposé durant trois soirées consécutives, vendredi, samedi et dimanche derniers.

Les baladins d'Hubert Luqué, leur metteur en scène préféré, ont ainsi clôturé le festival de magie du Castel, sur la commune qui les héberge et qui pour certains d'entre eux les a vus naître.

Cette année, l'auteur et acteur dans la pièce s'appelle Bernard Cassan, ancien prof de sciences et vie de la terre (SVT) reconverti dans le jeu scénique de comédiens. Le mage Istral, joué par le Parisien Jacques Barbot, fait ses

comptes et dépité, décide de marier sa fille à un autre mage, le mage Huscule qui lui, est riche. Mais deux personnages parmi lesquels Bernard Cassan lui-même, déguisé en sorcière, lui mettent des bâtons dans les roues.

Christophe Blanc et Sophie Davesnes, deux dissidents de la troupe qu'ils ont quittée cette année, ont honoré de leur présence dans la salle leurs anciens partenaires de scène. Sophie Davesnes exerce maintenant son talent à Angoulême, dans une troupe locale et dans la figuration de films, comme dans «*La face*», le film de télévision où Bruno Solo joue un rôle de procureur. Cinq autres recrues chez les Castelbaladins compensent ces deux départs.

«*Fluctuat, nec mergitur.*» Ainsi a commencé Hubert Luqué avant le lever de rideau, exprimant ainsi son désir de continuer à vivre, malgré les événements tragiques qui ont endeuillé la France.